

Le socialisme, seule alternative au capitalisme

Le monde impérialiste s'écroule

Le monde capitaliste affronte la sixième année d'une crise économique majeure dont l'ampleur est sans équivalent depuis celle des années 1930. Dans l'ensemble des pays impérialistes en déclin, que ce soit en Europe, aux Etats-Unis ou au Japon, la bourgeoisie sur la défensive économique est passée à l'offensive politique. Alors que les rangs des chômeurs et des travailleurs pauvres et à statuts précaires s'agrandissent, les États bourgeois sabrent dans les dépenses publiques et détruisent ce qui reste des systèmes de retraite, d'enseignement et de santé qui ont été – depuis les années soixante environ –, le prix à payer (c'est-à-dire le coût de la force de travail) pour obtenir la stabilité politique et la paix sociale dans le monde occidental.

Pendant ce temps, rongées par le réformisme et le démocratisme-électorale, les dernières organisations prétendument communistes continuent de se décomposer au profit des partis nationalistes bourgeois les plus réactionnaires qui accaparent leur électorat traditionnel alors que le syndicalisme de collaboration de classe n'en finit plus de se compromettre avec les dirigeants du Capital et leurs politiciens serviles en donnant son aval à la destruction des chaînes dorées des esclaves salariés (exit les régimes de retraite raisonnables, les salaires permettant de survivre, le crédit bon marché, l'aide sociale et les soins de santé accessibles, l'allocation chômage, etc.).

En dépit de cette offensive de grande ampleur, la classe ouvrière et ses alliés semblent apathiques et méfiants vis-à-vis des organisations censées les représenter, davantage résignés que révoltés, et quand la révolte éclate, elle est spontanée-inorganisée-désorientée. Alors que jamais au cours de l'histoire récente les fondements garantissant la stabilité sociale dans les vieux pays impérialistes n'ont semblé aussi fragiles, jamais la résistance opposée par la classe ouvrière et ses alliés – travailleurs, étudiants, chômeurs – n'a semblé aussi faible. En témoignent les "réformes" successives du système de retraite qui aboutiront à une augmentation de la durée du travail pour les actifs et à une baisse du niveau réel des pensions pour les retraités. Le Capital continue à dégrader les conditions d'exploitation du travail salarié le plus impunément du monde.

Alors que jamais dans l'histoire récente, la possibilité et la nécessité de la destruction du mode de production capitaliste n'ont paru aussi évidentes, jamais les conditions subjectives n'ont paru aussi défavorables, présentant la classe ouvrière internationale plus divisée, plus désorientée que jamais.

Pourtant, la révolte gronde sourdement

La faute en revient d'abord, aux conditions matérielles objectives et à un approfondissement constant et inexorable de la crise qui précarise l'emploi ; paupérise des millions de familles de plus en plus obnubilées par les nécessités impératives de la survie ; terrorise les travailleurs craignant de perdre leur emploi et entrave toute velléité de résistance organisée.

La bourgeoisie a veillé au grain et elle a perverti les organisations de la classe ouvrière en assurant la domination sans partage des directions et cadres révisionnistes, opportunistes et réformistes sur le mouvement ouvrier et sur le mouvement pseudo-communiste international. Une domination si prégnante que pour nombre d'ouvriers, le socialisme n'est même plus une hypothèse de solution aux maux du capitalisme. C'est que le mot « socialisme », tant galvaudé, dissimule dans la bouche des réformistes toutes les tares inexpugnables de l'impérialisme.

La conséquence la plus immédiate de cette trahison des clercs gauchistes, sociaux-démocrates et réformistes résulte en une conscience politique de la classe ouvrière qui retarde par rapport à l'évolution des conditions économiques, politiques et sociales objectives.

Cependant, prenez garde manants, à **l'Organisation Communiste de France**, nous pensons que la braise couve sous la cendre, les tensions révolutionnaires se multiplient et se concentrent et les forces de la révolte s'accumulent si bien qu'un jour, pas si lointain (voyez les camarades brésiliens), l'insurrection jusqu'ici réprimée, éclatera en une guerre de classe inextinguible. **Ce jour-là, la question de la direction révolutionnaire se posera avec acuité.** Le grand Capital le sait et il s'y prépare fébrilement alors qu'il lance une vague de répression fasciste après l'autre. Au même

moment, il intime à ses régiments de réformistes, d'opportunistes et de gauchistes et à leurs consorts fascistes de monter à l'assaut de la citadelle ouvrière désorganisée-désorientée.

C'est pourquoi, il est plus que jamais nécessaire de rappeler à tous ceux pour qui le terme « socialisme » est synonyme de direction "*social-démocrate-nationaliste-véreuse*" à la mode *PS-PCF-Front-de-Gauche-NPA-LCR-PRCF-URCF* ou synonyme de "*dictature prolétarienne sanguinaire*" bafouant les libertés élémentaires – un épouvantail brandi par la bourgeoisie pour effrayer les esclaves salariés et les détourner du chemin de leur liberté économique, politique et sociale. À tous ceux-là, il importe de rappeler de quoi le mot **socialisme** était le nom.

Le socialisme, c'est d'abord la classe ouvrière au pouvoir

En tant que **période de transition** vers une société communiste en partant d'une société capitaliste-impérialiste maltraitant quotidiennement les travailleurs en les soumettant pour la plupart aux tortures d'un travail excessif, aux dangers des chantiers meurtriers, des mines et des usines contaminées et polluées ; et pour une autre fraction à la menace du chômage sans rémission, au travail précaire jusqu'à la mendicité ; le **socialisme, société débarrassée de l'exploitation**, ne pourra faire l'économie d'un certain degré de répression à l'encontre des reliquats de la classe capitaliste monopoliste (dépouillés de leurs propriétés mais tapis dans l'antichambre attendant leur revanche) ; à l'encontre du grand capital financier-banquier-boursier, de ses suppôts et de ses affidés petits bourgeois, espérant tirer leur épingle du jeu, et se vendre pour bien peu.

La société bourgeoise de « démocratie pour les riches » connaît bien cette problématique et ces pratiques de contentions à l'encontre des ouvriers militants et de leurs partisans. Écrasez-vous, ouvriers-étudiants-employés et vous serez saignés à blanc sans être matraqués. Si vous résistez, vous serez saignés à blanc et matraqués "démocratiquement". En d'autres termes, sous l'impérialisme en crise, la frontière est tenue entre le ton "démocratique" du « cause toujours », et le ton fasciste du « ferme ta gueule ».

Longtemps après leur expropriation sans indemnisation, les anciens exploiters continueront à nourrir leur rancœur et leur rêve de retour au pouvoir et à fomenter des complots visant à renverser le nouvel ordre économique et politique **socialiste prolétarien** (Il suffit d'observer cette politique revancharde, anti-ouvrière, qui s'exerce en ex-Union Soviétique, en Russie et dans tous les ex-pays « de l'Est »).

Que l'**État socialiste** soit, du point de vue des riches, assimilable à une "**dictature du prolétariat**" est tout à fait normal. Pour la grande masse des ouvriers, étudiants et employés – ceux qui auparavant étaient exploités et spoliés –, le socialisme sera en revanche synonyme de libertés et de droit renouvelés : assurance de pouvoir travailler – sans jamais connaître les affres du chômage ou du travail précarisé – ; extension de la démocratie populaire à la gestion de l'entreprise ; droit d'exercer un contrôle direct (y compris post-électoral) sur l'ensemble des élus gérant l'appareil d'État (national, régional et municipal) ; depuis les fonctionnaires jusqu'aux administrateurs d'entreprises, ainsi que des gestionnaires de la justice, de la police et de l'armée du peuple qui organiseront la répression des conspirations des reliquats de la bourgeoisie, pour la défense des intérêts du prolétariat et de ses alliés de classe.

Ce mécanisme est certes à l'origine, comme il l'a été en URSS durant les décennies de pouvoir socialiste (1917-1953), d'une tension continue au sein de l'appareil étatique – un mécanisme que la bourgeoisie a diabolisé et calomnié, effrayée d'y être un jour confronté.

Une véritable démocratie populaire ne saurait faire l'économie de la vigilance et du nettoyage permanent de l'appareil gouvernemental et de ses directions judiciaire, policière et militaire. Il n'existe pas d'autres moyens pour prévenir la formation d'une nouvelle caste dirigeante et d'une nouvelle classe exploiteuse au sein d'un appareil de direction unique aussi puissant que le sera l'État socialiste prolétarien détenteur de tout le pouvoir économique d'un pays indépendant (**la véritable indépendance étant vis-à-vis de tous les impérialistes**) et menant la politique ordonnée et harmonieuse d'une économie planifiée.

Le socialisme, c'est la fin du profit et de la concurrence

Cette vigilance socialiste de tous les instants est nécessaire pour qui désire préserver les multiples bienfaits résultant du nouvel ordre socialiste ! Le socialisme met fin à la concurrence entre les travailleurs pour l'emploi et les salaires en mettant fin à la concurrence pour la production des biens et des services et permet la naissance et l'épanouissement d'une nouvelle idéologie : la certitude de ne pas travailler pour engraisser une classe de parasites spoliateurs, mais de travailler pour son bien-être personnel et ceux de sa communauté.

Sous le socialisme, l'accès aux biens et aux services ne sera plus déterminé par l'exigence de produire au moindre coût afin d'accumuler des profits et de faire face à la concurrence acharnée d'entrepreneurs privés (qui auront tous été expropriés) ; l'accès aux biens et aux services sera déterminé par l'augmentation de la productivité du travail afin que chacun puisse subvenir à ses besoins et aux besoins de tous les siens, besoins en biens de consommation courant ; extension de la gratuité des soins de santé, de l'éducation-formation et des transports ; accès pour tous à un logement décent et gratuit ; accès aux loisirs, aux sports et à l'enrichissement moral et culturel pour tous ceux qui participeront à l'économie générale de la société socialiste, tandis que « *l'oisif ira loger ailleurs* ».

Sous la dictature du prolétariat le salariat disparaîtra peu à peu. Il subsistera un temps comme « supplément » pour acheter des semences pour son jardin (le socialisme n'abolit pas la propriété privée limitée, cependant, jamais aucun moyen de production et d'échange ne sera privé), de la peinture pour son logement, des vêtements pour ses enfants, des livres pour de bons moments. Pour tous les biens et les services qui ne seront pas gratuits, l'État socialiste du prolétariat fixera des prix bas pour la consommation alimentaire, vestimentaire, énergétique, culturelle et les loisirs. À terme, le socialisme abolira complètement ce veau d'or qu'est l'argent, « cet entremetteur universel » (Karl Marx, *Manuscrits de 1844*).

La société socialiste sera la société des travailleurs, point de place pour l'arnaqueur, le spoliateur, le parasite, évidemment tout cela effraie les accapareurs de profits, les pilleurs de bénéfices et les spoliateurs de dividendes !

En d'autres mots, la loi du développement économique et social ne sera pas la course aux profits maximums pour une minorité de parasite comme c'est le cas de nos jours ; la loi fondamentale du développement économique socialiste tendra irrémédiablement vers le principe : « *De chacun selon ses capacités – à chacun selon ses besoins* ».

La répudiation de la loi du profit entraînera qu'il ne sera plus requis de **sacrifier l'environnement – de détruire irrémédiablement la Terre-mère nourricière** poussé par l'unique souci d'enrichir une coterie de ploutocrates avilie. Les ouvriers et le peuple n'ont aucun intérêt à détruire la planète berceau de leur survie et de leur reproduction élargie. Seul le socialisme peut sauver l'humanité menacée par l'impérialisme pollueur et destructeur.

Certains seront tentés de demander : « Puisque le socialisme est un ordre économique et politique de progrès et de bien-être pour le peuple, pourquoi les États socialistes ont-ils tous disparu ? ».

Le renversement du socialisme en URSS

En URSS, le mécanisme ayant mené au triomphe de la contre-révolution et au retour du capitalisme (1953) est simple, il peut être résumé ainsi : en 1917, la Russie était un pays misérable semi-féodal, formée d'une paysannerie appauvrie et illettrée, et dont l'industrie avait été détruite par la Guerre (1914-1917). Le Parti Bolchévique au pouvoir (octobre 1917) dû faire face à l'hostilité des pays capitalistes coalisés militairement pour le ramener dans le giron du capitalisme jusqu'à leur défaite, après sept années de guerre civile et d'invasion.

Il fallait désormais s'occuper d'organiser la production industrielle et agricole et donc entrer en conflit avec les restes de l'ancienne société (qui ne s'éteignent pas après la prise du pouvoir par le prolétariat). Cadres corrompus, propriétaires fonciers avides (koulaks), saboteurs infiltrés de l'étranger (trotskystes et terroristes blancs), rendirent nécessaire le plein exercice de la *Dictature du Prolétariat*.

Le Parti communiste-bolchévique est parvenu en moins d'une décennie à redresser l'économie du pays ; à le doter d'une puissante industrie mécanique capable d'insuffler un dynamisme colossal à toute les branches d'industrie ; capable de produire la machinerie agricole permettant de sortir la paysannerie de sa condition misérable et à donner des perspectives d'avenir et un idéal à un peuple multi-ethnique autrefois divisé par les pogroms, le racisme et la pauvreté abjecte.

Mais la trêve fut brève, en 1933, Hitler prenait le pouvoir (démocratiquement) en Allemagne avec le plein soutien de la classe des capitalistes monopolistes allemands (Krupp, Messerschmitt, etc.). Il avait clairement exprimé ses visées sur l'URSS « ghetto » du « judéo-bolchévisme », disait-il. Les soviétiques avaient depuis longtemps compris le message et le *Komintern* (organisation internationaliste des communistes) avait clairement analysé la situation. Hitler et les puissances occidentales passaient accords secrets sur accords secrets dans le dos de l'URSS. Mais pour le pouvoir prolétarien socialiste, aucune surprise en-cela.

Sur la base de ces informations, l'industrie lourde fût donc mise au service de la production d'armement. Les peuples de l'URSS sont entrés dans une période de guerre dont l'enjeu était tout autant la destruction du premier État du prolétariat qu'un nouveau partage du monde (affaiblissement de l'impérialisme anglais et montée en puissance de l'impérialisme étatsunien). Avant, pendant et après la guerre, qui dura cinq ans, les puissances occidentales jouèrent en permanence un double jeu, laissant porter l'effort de guerre à l'Est dans l'espoir ouvertement déclaré de voir Hitler « faire le sale travail » de destruction de l'État socialiste.

En 1945, l'URSS était toujours debout – ayant brisé définitivement les reins de l'hydre NAZIE –, le capital international dû s'incliner. Le Parti Communiste avait su mobiliser les peuples soviétiques, vaincre le nazisme et maintenir l'État socialiste prolétarien. Les peuples du Monde avaient là un modèle éclatant. Un exemple trop dangereux pour les impérialistes. La puissance anglaise rabaissée, laissait désormais la place à l'impérialisme étatsunien et ce dernier marquait son hégémonie sur la scène internationale capitaliste en larguant les premières bombes atomiques sur les populations civiles du Japon. **Ce crime contre l'humanité prenait une intense signification avec l'approbation tacite de la « communauté internationale »** (ONU) déjà assujettie à son nouveau maître.

En URSS, après 18 millions de victimes (civils pour les 2/3), il fallait tout reconstruire, former de nouveaux cadres, rétablir l'économie. Depuis 1917, ce pays n'avait connu que 16 années de paix (1924/1940), ses cadres avaient été décimés par la guerre, ses infrastructures détruites. Staline, et la direction du Parti Communiste de l'Union Soviétique, conscients de cette problématique se mirent à rédiger des documents essentiels qui nous permettent encore aujourd'hui de saisir la justesse des orientations, avant la guerre autant qu'après la guerre, tant sur le plan politique, idéologique, qu'économique. Mais Staline meurt en mars 1953.

Dès 1956, au 20^{ème} congrès du PCUS, Khrouchtchev, nouveau Secrétaire Général, présente un réquisitoire (publié simultanément à Washington !) contre les politiques du Comité central du PCUS et contre Staline – ex-Secrétaire Général –, non sans avoir auparavant "épuré" le Comité Central du PCUS de 40 % de ses membres.

Sur le plan international, la "nouvelle URSS" khrouchtchéviennne utilisera :

- La force militaire pour maintenir les « pays de l'Est » dans sa sphère d'influence, dont certains dirigeants furent corrompus par les services spéciaux des États-Unis. Ce seront les dramatiques répressions en Hongrie (1956), en Tchécoslovaquie (1968) et l'invasion de l'Afghanistan (1980).

- La compromission et l'ère de la soi-disant « coexistence pacifique » avec l'impérialisme étatsunien ; retirant les missiles de Cuba aux premiers aboiements de J.F Kennedy (l'homme qui affréta un corps expéditionnaire pour occuper et bombarder le Vietnam).

Toute différente avait été la ligne suivie par Staline et le PCUS lorsque Tito, en Yougoslavie, avait trahi le Mouvement Communiste International à la veille des années 1950. Le PCUS s'était refusé à intervenir militairement, en dépit de la persécution des marxistes-léninistes. Pour Staline, une intervention aurait donné du grain à moudre aux impérialistes et n'aurait pas servi les intérêts du socialisme dans le monde.

Le droit des nations et des peuples fut grossièrement bafoué par Khrouchtchev le révisionniste. Ses concurrents impérialistes de « l'Ouest » surent en profiter dans leur propagande anti-communiste pendant la « **Guerre froide** ».

Le premier État socialiste-prolétarien de l'histoire venait d'être renversé, remplacé par un État capitaliste monopoliste d'État ou le profit fut rétabli et pour lequel les « pays frères » devenaient de simples colonies à exploiter et dominer. Dans les décennies suivantes, cette nouvelle classe exploiteuse à la rhétorique prétendument socialiste et anti-impérialiste sera incapable de suivre le rythme imposé par ses concurrents impérialistes d'occident et finira par voir son territoire se disloquer définitivement après la « chute du mur », ravalant l'impérialisme russe au rang de puissance impérialiste de second rang. Le peuple soviétique sombra dans un abîme de misère dont il ne se relèvera que par une nouvelle révolution socialiste.

Le prolétariat mondial n'a qu'une seule alternative

L'instauration et la défense du mode de production et du régime socialiste d'économie politique sont des combats de tous les jours où le prolétariat et son avant-garde ont malheureusement essuyés des revers jusqu'à présent. Rappelez-vous cependant que dans la vieille Europe archaïque, la bourgeoisie a bataillée deux siècles pour abattre le régime oppressif aristocratique-féodal et pour le remplacer par le système bourgeois-capitaliste. Il est compréhensible que les ouvriers aient besoin d'accumuler des forces et de l'expérience avant de parvenir à remplacer radicalement et totalement le régime oppressif bourgeois décadent par le seul régime qui ne remplacera pas une forme d'exploitation de l'homme par une autre forme, mais par un système économique, social et politique qui abolira toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme.

Il y a soixante ans, les prolétaires et les travailleurs du monde entier ont certes essuyé un revers majeur avec la restauration du capitalisme en URSS, et en Albanie par la suite, pourtant, il n'y a pas d'alternative au socialisme. **Le mythe réformiste** cherchant à forger un impérialisme à visage humain « éco-socialiste, alternatif, chaviste, cubain, national-chauviniste, etc. » ; mythe largement relayé par les médias bourgeois aux ordres des capitalistes, et par tous les groupes ou groupuscules de « gauche », n'a d'autre fonction que de duper la classe prolétarienne et de détourner les alliés des ouvriers de la voie socialiste révolutionnaire en leur faisant croire qu'un troisième mode social de production serait possible sans détruire les fondements économiques de la société impérialiste **érigée sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, sur le travail salarié et la plus-value spoliée**. Cette troisième voie n'est qu'un leurre avancé par les petit-bourgeois déçus du capitalisme et incapables de surmonter leur frayeur de la violence révolutionnaire populaire, leur soumission au parlementarisme bourgeois, au réformisme, à la prétendue voie pacifique vers le socialisme, leur peur de perdre leurs maigres avantages de fonctionnaires et de couche sociale temporairement privilégiée.

Il n'y a pas de troisième voie. Tout comme il n'y a que deux classes antagonistes : les exploités et les exploités ; il ne peut y avoir que l'abolition de l'exploitation ou la perpétuation de l'esclavage salarié. Quand l'insurrection prolétarienne éclatera, ils se rallieront s'ils le souhaitent ; d'ici là, le prolétariat doit se tenir aussi loin que possible de leur impudence et de leurs manigances visant à désorienter et liquider le mouvement révolutionnaire ouvrier.

Bien qu'aujourd'hui les exemples de l'URSS et de l'Albanie socialistes appartiennent au passé, ils restent d'actualité pour comprendre ce que les ouvriers devront faire pour renverser le régime impérialiste guerrier, le garder en échec et maintenir le prolétariat au pouvoir du futur État socialiste, avenir de l'humanité.

Robert Bibeau et Vincent Gouysse, pour l'OCF (info@orgcomfr.com), le 26/06/2013

Pour un complément d'information, visitez <http://www.orgcomfr.com> et <http://marxisme.fr/>